

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Cité administratif - 19 Rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 19/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL GRANITARN CARRIERES

260 Route du Lac du Merle
81100 Burlats

Références : 81-CARMIN-2025-27
Code AIOT : 0006803500

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2025 dans l'établissement SARL GRANITARN CARRIERES implanté Plamorde 81100 Burlats. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre d'un signalement pour nuisances sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL GRANITARN CARRIERES
- Plamorde 81100 Burlats
- Code AIOT : 0006803500
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de granite est autorisée par arrêté préfectoral du 26/01/2006 pour 25 ans et une production maximale de 6 900 tonnes, sur les parcelles AY n° 62, 63, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 274 (ex n°64 pp) au lieu dit "Plamborde" sur le territoire de la commune de Burlats (81).

En juin 2023, la carrière a fait l'objet d'un changement d'exploitant au profit de la société GRANITARN, déjà exploitante de cinq autres carrières au sein du Sidobre. La reprise de l'activité sur la carrière visitée a eu lieu en septembre 2024, et celle-ci était en activité au jour de la présente visite.

La dernière inspection du site dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle qui s'est déroulée le 22/10/2024 faisait état de non-conformités (bornage, clôtures). L'exploitant a rapidement procédé aux mesures correctives sur ces points.

Le rapport faisait également mention d'une non-conformité au regard du phasage déconnecté du dossier initial, situation s'expliquant par une période d' interruption d'extraction et une demande moins importante en granite sur plusieurs années.

L'exploitant a depuis déposé un porter à connaissance pour « refonte du phasage ».

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Prévention des pollutions et nuisances	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DP 12	Demande d'action corrective	3 mois
9	Bruits et vibration	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article PN 17	Demande d'action corrective	3 mois
10	Prévention des pollutions et nuisances	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article PN 19 - PN 20 - PN 25	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article 4	Sans objet
2	Travaux préparatoires	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article TP 4	Sans objet
3	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DG 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DG 7	Sans objet
5	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DP 3	Sans objet
6	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DP 7	Sans objet
7	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DP 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans une correspondance en date du 30 janvier 2025, le Collectifsidobre alertait les services de la DREAL notamment pour des nuisances sonores depuis la reprise de l'activité de la carrière fin 2024. Le 18 février, l'exploitant en concertation avec le Collectifsidobre, et les services de la DREAL prenait en considération les doléances des plaignants, par la mise en place d'actions correctives (rehaussement des merlons, le regroupement des tirs sur 2 demi-journées les mardis et/ou jeudi, et le nettoyage régulier de la chaussée menant à l'accès du site et au hameau de Fontbonette). La présente inspection, outre les dispositions précitées, a constaté de nouvelles dispositions prises par l'exploitant, afin de limiter encore les nuisances aux riverains par :

- le renoncement d'extraction pour partie sur certaines parcelles ;
- un évitement sur 200 mètres, afin de préserver l'aspect paysager pour les usagers qui empruntent le sentier pédestre aménagé longeant le site au Nord ;
- une réduction de l'activité sur site ;
- l'utilisation d'une seule foreuse au lieu de deux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Production
Prescription contrôlée : La production annuelle maximale est de 6 900 tonnes.
Constats : La production 2024 s'élève à 1 500 tonnes. Ce faible tonnage s'explique par une reprise de l'activité sur la carrière au cours du dernier trimestre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Travaux préparatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article TP 4
Thème(s) : Risques chroniques, Zones naturelles
Prescription contrôlée : Les différentes zones non exploitables sont délimitées par des bornes (ou repères fixes) maintenues visibles et en bon état pendant la durée de l'autorisation, notamment la zone de protection des ruisseaux, d'une largeur de 30 mètres, en bordure des parcelles cadastrées section AY n°71, 72 et 73.
Constats : Le bornage est présent et visible sur les zones non exploitables, y compris sur la zone de protection des ruisseaux (largeur de 30 mètres), en bordure des parcelles cadastrées section AY n°71, 72 et 73.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DG 5
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Prescription contrôlée : Pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués .
Constats : La chaussée menant à l'accès de la carrière et au hameau de Fontbonette fait l'objet d'un nettoyage dès que nécessaire à l'aide d'une balayeuse. En dehors du nettoyage opéré par l'exploitant, celui-ci est également réalisé dans le cadre d'une demande ponctuelle des riverains .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DG 7
Thème(s) : Situation administrative, Plans
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000ème ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent : <ul style="list-style-type: none"> • Les limites de la présente autorisation, ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celle-ci; • Les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs; • Les cotes NGF des différents points significatifs; • Les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés; • La position des ouvrages à préserver.

Constats :
La plan topographique daté de mars 2025, présenté par l'exploitant est conforme à la prescription précitée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DP 3
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux préparatoires
Prescription contrôlée :
Un merlon, d'une hauteur relative de 1m à 1,50m, composé si possible de terre végétale, est aménagé sur la bordure ouest de la piste définie ci-dessus. Il sera réalisé depuis la borne de la parcelle n°72 jusqu'au virage situé sur la parcelle n°73.
Constats :
Le merlon végétalisé (renaturation), initié dans les travaux préparatoires, est conforme à la hauteur prescrite sur la zone Ouest.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DP 7
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de rejet
Prescription contrôlée :
L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'assurer aux eaux rejetées dans le milieu naturel en sortie des bassins de décantation la qualité prévue par l'article 18.2.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié (caractéristiques des bassins de décantation notamment). A cet effet, il fait effectuer semestriellement des analyses des eaux rejetées dans le milieu naturel, à ses frais et par un laboratoire agréé. Les résultats de ces analyses sont communiqués à la préfecture du Tarn.
Constats :
Le site compte un rejet par surverse au niveau du ruisseau du Lezert. Les analyses en date du 9/06/2025 montrent des valeurs en deçà des limites prescrites :
<ul style="list-style-type: none"> • les matières en suspension totales (MEST) 12 mg/l ; • les hydrocarbures ont une concentration inférieure 0,10 mg/l ; • le pH 7,6 unité PH.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DP 10
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux préparatoires
Prescription contrôlée : Au fur et à mesure de l'avance de l'exploitation en partie sud-ouest, l'exploitant créé un merlon le long du bord ouest de la parcelle n° 64.
Constats : Le merlon le long du bord ouest de la parcelle n° 274 (anciennement n°64) est présent et végétalisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention des pollutions et nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DP 12
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux préparatoires
Prescription contrôlée : Afin d'assurer la protection sonore de la maison d'habitation située à l'est de la zone d'exploitation, l'exploitant implante un merlon sur la zone de protection de 10 mètres, dans l'angle Est de la parcelle n°68. Ce merlon ,qui se poursuivra de par et d'autre de cet angle, aura une longueur totale de 40 mètres et sera végétalisé.
Constats : Le merlon assurant la protection sonore de la maison d'habitation située dans l'angle Est de la parcelle n°67 et 68 est végétalisée (forêt). Celui-ci respecte la longueur prescrite, mais n'excède pas 3 m. Cette hauteur réduite, est consécutive à la demande du riverain situé au plus proche de la carrière (60 m), et ce afin de préserver un écran paysager végétal qui réduit également les nuisances sonores. Par ailleurs, afin d'amoindrir encore les nuisances sonores pour ce riverain, les deux parcelles précitées font pour partie l'objet d'un renoncement d'extraction de la part de l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le porter à connaissance transmis et complété le 7/07/2025 doit faire l'objet d'une actualisation tenant compte de la renonciation à exploiter pour partie les parcelles n° 67 et 68.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Bruits et vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article PN 17
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits et vibrations
Prescription contrôlée : L'exploitation est conduite de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.
Constats : L'exploitation a fait l'objet en février 2025, d'une plainte pour nuisances sonores par les riverains situés au plus proche de l'exploitation (hameau de Fontebonette). Depuis cette date, l'exploitant à la demande des riverains et en concertation avec eux, a mis en place des mesures correctives afin de préserver la tranquillité du voisinage : <ul style="list-style-type: none">• le rehaussement des merlons (action toujours en cours) ;• le regroupement des tirs sur 2 demi-journées (les mardis et/ou jeudi) ;• un nettoyage régulier de la chaussée menant à l'accès au site. Par ailleurs, lors de l'inspection, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées avoir pris de nouvelles actions correctives : <ul style="list-style-type: none">• le renoncement d'extraction pour partie sur certaines parcelles (n° 67 et 68);• un évitement sur 200 mètres, afin de préserver l'aspect paysager pour les usagers qui empruntent le sentier pédestre aménagé longeant le site au Nord;• une réduction de l'activité sur site;• l'utilisation d'une seule foreuse au lieu de deux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le porter à connaissance transmis et complété le 7/07/2025 doit faire l'objet d'une actualisation tenant compte des actions correctives relatives aux nuisances sonores mises en place afin d'assurer la tranquillité du voisinage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Prévention des pollutions et nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article PN 19 - PN 20 - PN 25
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits et vibrations
Prescription contrôlée : PN 19 : Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limites de l'installation pour les différentes périodes de la journée sont : <ul style="list-style-type: none">• Jour (7h à 22h) Nuit (22h à 7h) 70db (a)• dimanches et jours fériés 60 db (a)

De plus, les bruits émis par la carrière ne doivent pas être à l'origine, dans les zones d'émergence réglementées telles que définies par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, d'une émergence supérieure à :

Si le niveau de bruit ambiant est supérieur à 35dB (A) et inférieur ou égal à 45dB(A) :

- 6dB(A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés ;
- 4dB (A) pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés .

Si Le niveau de bruit ambiant est supérieur à 45dB (A):

- 5dB (A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés;
- 3dB (A) pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés à du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence de bruit généré par l'établissement).

PN20 : L'exploitant fait procéder à ses frais à un contrôle des niveaux sonores résultant de son activité dans les conditions prévues à l'article DP9 ci-dessus puis chaque fois que l'inspecteur des installations classées en fera la demande.

PN25 : L'exploitant fait procéder à un contrôle des vitesses particulières pondérées dues à son activité dans les conditions prévues à l'article DP11 ci-dessus puis chaque fois que l'inspecteur des installations classées en fera la demande.

Constats :

Les dernières mesures de bruits et vibrations en date du 13/02/2025 font état de résultats en deçà des limites autorisées (64 db), et

les émergences sont conformes sur les 2 points cités ci-dessous (ZER).

Cependant, compte tenu de la proximité de certains riverains (entre 60 et 500 m) et malgré la pose en février dernier, de mesures de bruits et vibrations prises au plus proches des premières habitations, il convient de renouveler l'opération.

Les dernières mesures de vibrations en 2 points, le riverain le plus proche et la première habitation du hameau Fontbonette, sont en date du 13/02/2025 :

- pour le point 1 (riverain le plus proche), les vitesses particulières pondérées sont de 2 mm/s ;

- pour le point 2 (hameau), les vitesses particulières pondérées sont en deçà de 1 mm/s (à cette vitesse il n'y a pas de déclenchement au niveau d'un sismographe).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera des mesures de bruits et de vibrations pour les habitations situées au plus proche de l'exploitation.

Trois points de mesures **bruits et vibrations** sont à prévoir :

- une pour l'habitation qui jouxte les parcelles n° 67 et 68;
- une au plus proche de la première habitation du hameau de Fontbonette;
- une au plus proche de l'habitation située dans la voie sans issue en amont du hameau de

Fontbonette (gîte rural).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois